

Marseille La Marseillaise 4 septembre 2008

Société

Réforme de l'État. Large unité syndicale contre la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Sous couvert de modernisation

■ Le préfet vient de réunir les organisations syndicales pour présenter la feuille de route fixée par le Premier ministre en vue de la mise en place de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) accompagnée de la restructuration des services de l'État dans les régions et les départements.

Dans ce cadre, les préfets ont jusqu'au 28 novembre pour dessiner la nouvelle architecture que cela implique. De tels délais ressemblent, estime Frédéric Larrière, responsable de la CGT du Trésor chargé de coordonner l'action des syndicats de fonctionnaires dans le département, « à une marche forcée ». Un tel chantier, ajoute-t-il, « demande plus de temps, et ne peut faire l'économie d'un débat public impliquant les organisations syndicales de la fonction publique, les usagers et les élus ».

Dans la perspective de la réunion en préfecture de région qui sera suivie d'autres dans les préfectures de département, les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires et Unsa, avaient adopté le 26 août, une déclaration commune. Depuis, la CFTC s'y est associée.

Après avoir rappelé que « la RGPP a été lancée en 2007 sans aucune concertation ni avec les fonctionnaires ni avec les usagers » et s'inscrit sur fond de suppression de 160 000 postes à l'horizon 2012, les signataires dénoncent « la re-



La défense des services publics au cœur des mouvements revendicatifs.

mise en cause des services publics de proximité », la « réforme de la fonction publique », et la « tentative de modernisation et simplification des procédures en faveur des usagers ».

Les organisations syndicales se déclarent « favorables à une réforme et une transformation démocratique de l'État qui lui permettrait de jouer tout son rôle en matière de redistribution, de solidarité et d'égalité à tous les services publics, sur le territoire, un état où le dialogue social deviendrait véritablement effectif à tous les niveaux ».

Mais, accusent-elles, « sous couvert de modernisation des administrations publiques », de « qualité

des services publics » et d' « efficacité des politiques publiques », l'objectif central de la RGPP est « de diminuer la dépense publique, de supprimer à l'aveugle des postes de fonctionnaires ». Et d'enfoncer le clou en affirmant que l'objectif central de cette révision « ne répond absolument pas aux besoins sociaux ». En affirmant aussi qu' « il s'agit d'un désengagement majeur de l'État qui ouvre la porte à l'abandon et à la privatisation des missions ».

Aussi, les signataires « demandent solennellement au préfet de région, l'organisation d'une véritable concertation ».

CHRISTIAN CARRÈRE